
ASSEMBLÉE NATIONALE

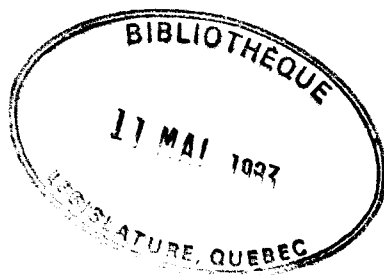
RENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 8

**Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45
des lois de 1982 et modifiant certaines
conditions de travail dans le secteur public**

Première lecture



Présenté par
M. Yves Bérubé
Président du Conseil du trésor
et ministre délégué à l'Administration

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour principal objet d'assurer la validité des documents sessionnels auxquels réfèrent la Loi concernant la rémunération dans le secteur public et la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public.

À cet égard, il prévoit la réadoption de ces lois, des décrets pris en vertu de celles-ci et des documents sessionnels auxquels elles réfèrent. Toutefois, comme l'affirme l'article 1, cette réadoption n'équivaudra d'aucune façon à une reconnaissance de la part du Parlement que ces lois, décrets et documents sessionnels ont été adoptés ou déposés erronément.

Il est en outre à noter que ce projet ne s'appliquera pas à une poursuite pénale concernant une infraction au Code du travail commise avant son entrée en vigueur.

Ce projet de loi a également pour objet de modifier certaines conditions de travail dans le secteur public conformément aux documents sessionnels numéros 85 et 86 auxquels il réfère.

Projet de loi 8

**Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45
des lois de 1982 et modifiant
certaines conditions de travail dans le secteur public**

ATTENDU que la question de la validité de la procédure de dépôt des documents sessionnels auxquels réfèrent la Loi concernant la rémunération dans le secteur public (1982, chapitre 35) et la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (1982, chapitre 45) a été soulevée dans certaines procédures judiciaires;

Attendu que les textes des dispositions de ces documents sessionnels déposés au greffe du bureau du commissaire général du travail constituent ou modifient des conventions collectives;

Attendu que, afin de permettre l'application de ces conventions, il y a lieu d'assurer la validité de ces documents;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION I

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

1. La présente loi a pour principal objet, eu égard à l'article 133 de la Loi constitutionnelle de 1867, d'assurer la validité des documents sessionnels auxquels réfèrent la Loi concernant la rémunération dans le secteur public et la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public.

Elle ne doit pas être interprétée comme une reconnaissance que ces lois, les décrets pris en vertu de celles-ci et les documents sessionnels auxquels elles réfèrent doivent être adoptés, pris ou déposés autrement que de la façon dont ces lois, décrets et documents sessionnels l'ont été.

2. Sauf l'article 1, la présente loi ne s'applique pas à une poursuite pénale concernant une infraction au Code du travail commise avant le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du projet de loi 8*).

SECTION II

ADOPTION DE LA LOI CONCERNANT LA RÉMUNÉRATION DANS LE SECTEUR PUBLIC ET DE LA LOI CONCERNANT LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR PUBLIC

3. La Loi concernant la rémunération dans le secteur public, modifiée par l'article 13 du chapitre 45 des lois de 1982, et la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public, modifiée par l'article 85 du chapitre 58 des lois de 1982 et par l'article 27 du chapitre 1 des lois de 1983, sont remplacées par les textes français et anglais de chacune de ces lois, tels qu'ils ont été publiés à la *Gazette officielle du Québec*.

Les documents sessionnels numéros 350, 650, 651, 653 et 665 auxquels réfèrent ces lois sont remplacés par le texte français du document sessionnel numéro 350, déposé devant l'Assemblée nationale le 26 mai 1982, des documents sessionnels numéros 650 et 651 déposés devant l'Assemblée nationale le 9 décembre 1982, du document sessionnel numéro 653 déposé devant l'Assemblée nationale le 11 décembre 1982 et du document sessionnel numéro 665 déposé devant l'Assemblée nationale le 15 décembre 1982, ainsi que par le texte anglais de ces documents sessionnels déposé devant l'Assemblée nationale le 5 mai 1983 comme document sessionnel numéro 84.

4. Le texte français et le texte anglais de chacune de ces lois et le texte français et le texte anglais de chacun des documents sessionnels auxquels elles réfèrent forment respectivement une loi distincte et un document sessionnel distinct. Chacune de ces lois et chacun de ces documents doit être cité de la même façon que la loi ou le document qu'il remplace.

5. Les formalités relatives à l'impression et à la distribution des lois ne s'appliquent pas à ces lois, dans la mesure où ces formalités ont déjà été suivies à l'égard des lois qu'elles remplacent.

Les documents sessionnels auxquels ces lois réfèrent sont imprimés, publiés et distribués par l'Éditeur officiel selon les modalités qu'il détermine. Ils ne sont assujettis à aucune autre exigence de publication ni formalité.

6. La sanction de la présente loi vaut pour chacune des lois édictées en vertu de la présente loi.

7. Chaque disposition de ces lois a effet à compter de la date où la disposition qu'elle remplace est réputée avoir pris effet.

8. Dans les 30 jours de la date de la sanction de la présente loi, le président du Conseil du trésor dépose au greffe du bureau du commissaire général du travail un texte reproduisant les dispositions des documents sessionnels numéros 650, 651, 653 et 665.

Ce dépôt a effet à compter de la date où le dépôt de textes reproduisant des dispositions de documents sessionnels remplacés par la présente section est réputé avoir pris effet.

9. Le gouvernement peut, par décret, prendre, par référence générale et sans les modifier, tous les décrets pris en vertu de la Loi concernant la rémunération dans le secteur public ou en vertu de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et dont les textes français et anglais ont été publiés à la *Gazette officielle du Québec*.

Un décret pris en vertu du premier alinéa entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, mais chacune des dispositions des décrets auxquels il réfère a effet à compter de la date où la disposition qu'il remplace est réputée avoir pris effet.

10. Dans le cas d'un décret pris par le gouvernement, en vertu de la Loi concernant la rémunération dans le secteur public ou en vertu de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public, avant le (*insérer ici la date de la sanction du projet de loi 8*) et dont le texte n'est pas publié en français et en anglais, le gouvernement peut prendre un décret pour remplacer ce premier décret et lui donner effet depuis la date qui avait été prévue pour le décret qu'il remplace, si ce nouveau décret reproduit sans modification le décret remplacé.

Un décret pris en vertu du premier alinéa entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

SECTION III

MODIFICATION DE CERTAINES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR PUBLIC

11. Les dispositions du texte visé dans l'article 3 de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public sont modifiées par celles qui apparaissent au document sessionnel numéro 85 déposé le 5 mai 1983 devant l'Assemblée nationale.

12. Les dispositions d'un texte visé dans l'article 9 de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public sont modifiées par celles qui apparaissent au document sessionnel numéro 86 déposé le 5 mai 1983 devant l'Assemblée nationale.

13. Dans les 30 jours de la date de la sanction de la présente loi, le président du Conseil du trésor dépose au greffe du bureau du commissaire général du travail un texte reproduisant les dispositions des documents sessionnels numéros 85 et 86.

Le dépôt au greffe d'un exemplaire de ce texte a l'effet d'un dépôt fait en vertu de l'article 72 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27).

14. À l'égard de chaque employeur, de chaque association de salariés et de chaque groupe de salariés qu'elles concernent, les dispositions d'un texte déposé en vertu de l'article 13 font partie de la convention collective en vigueur.

15. Les modifications apportées aux conventions collectives en vertu de l'article 14 lient les parties à compter des dates d'entrée en vigueur de ces conventions, même si ces dates sont antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi.

16. Dans la mesure où elles ne sont pas inconciliables avec la présente loi, les dispositions du Code du travail s'appliquent au texte déposé en vertu de l'article 13.

17. Les documents sessionnels auxquels la présente section réfère sont imprimés, publiés et distribués par l'Éditeur officiel selon les modalités qu'il détermine. Ils ne sont assujettis à aucune autre exigence de publication ni formalité.

18. Le gouvernement peut, par décret, modifier tout décret pris en vertu de l'article 11 de la Loi concernant la rémunération dans le secteur public, édictée en vertu de la présente loi, ou en vertu de l'article 4 de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public, édictée en vertu de la présente loi, afin de rendre applicable à un salarié visé dans ces décrets un ajustement de rémunération comparable à celui qui résulte de l'application de l'article 11 de la présente loi.

Un décret pris en vertu du présent article a effet à compter de la date où il est pris ou à toute date antérieure ou postérieure qui y est indiquée. Il est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

SECTION IV

DISPOSITIONS FINALES

19. Les dispositions d'une entente intervenue le 17 ou le 22 avril 1983, dans le secteur de l'éducation, entre un comité patronal de négociations institué suivant le chapitre O-7.1 des Lois refondues du Québec et un agent négociateur habilité à négocier suivant cette loi au nom d'associations accréditées, s'appliquent aux employeurs et aux associations de salariés en cause, à compter de la signature de l'entente, malgré toute disposition inconciliable d'une convention collective que

Il en est de même d'une entente intervenue, suivant la même loi, entre un comité patronal et un agent négociateur habilité à négocier au nom d'associations accréditées représentant des enseignants de collèges d'enseignement général et professionnel, et visant à mettre en application l'hypothèse de règlement soumise aux parties par le conciliateur du ministère du travail le 25 mars 1983.

20. L'article 40.1 de la Loi d'interprétation (L.R.Q., chapitre I-16) s'applique aux modifications que les lois édictées en vertu de la présente loi apportent à des conventions collectives, aux conventions collectives constituées par ces lois et aux modifications apportées par la présente loi à des conventions collectives.

21. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (Annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

22. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.